Burundi : près d'un quart de la population est "en crise alimentaire"

@rib News, 11/06/2016 – Source Xinhua 23% de la population burundaise est actuellement "en crise alimentaire", apprend-on d'un rapport conjoint que vient de publier conjointement le ministre burundais de l'Agriculture et des partenaires internationaux intéressés, sur la situation alimentaire durant les mois de mai et de juin 2016. Le Burundi est le pays "le plus affamé" de la sous-région en comparaison avec les cinq autres pays membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), à savoir le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda et le Soudan du Sud, selon ce rapport publié conjointement par le ministre burundais, la FAO (Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM),

La population la plus touchée, révèle le rapport, vit dans les zones des plateaux secs de l'Est du Burundi, et des plateaux humides nordiques, à l'exception de la province de Ngozi, dans les communes urbaines situées dans la périphérie de la mairie de Bujumbura ainsi que dans la partie méridionale du Burundi, au niveau de la commune Nyanza-Lac relevant de la province de Makamba. Dans ces parties du pays ainsi relevées, explicite le rapport, les populations locales "hypothéquent leurs moyens" ; car, "la consommation alimentaire est pauvre dans 40% des ménages, alors que la malnutrition aiguë s'élève à 12% au regard de l'ampleur des admissions dans les centres de santé." Le rapport souligne que ce contexte de "fragilité", est accentué par une pauvreté extrême matérialisée par de 64% de la population qui vit actuellement en dessous du seuil de pauvreté. Le rapport explique également que l'agriculture familiale, qui est la principale source de nourriture pour près de 90% de la population burundaise, a été "longtemps mise à mal et dramatiquement affectée par de longues années de guerre civile et se retrouve maintenant déstabilisée par des aléas et catastrophes naturels récurrents. L'excès des pluies, signale-t-on en outre, a provoqué une chute de 7% pour la production des légumineuses, alors que celles-ci constituent la principale source de protéines dans l'alimentation des ménages burundais. Cette problématique d'insécurité alimentaire, fait-on remarquer par ailleurs au cabinet du ministre burundais de l'Agriculture, Dô-Guide Rurema, est aggravée par la flambée des prix des différentes denrées alimentaires, dans des proportions allant de 25 à 45% par rapport aux années antérieures ; ce qui limite l'accès à une alimentation adéquate pour beaucoup de ménages burundais. Toutefois, nuance-t-on, une lueur d'espoir est en train de pointer à l'horizon au niveau de la province nordique de Ngozi où l'on commence à déceler des signes d'une amélioration de l'état nutritionnel et alimentaire en faveur de 6,5% de la population locale.